



Déclaration liminaire de la FSU 64

CTSD du 4 mars 2021

Près d'un an après la fermeture retentissante des établissements scolaires sur l'ensemble du territoire national, l'épidémie de Covid-19, avec l'émergence désormais massive des variants, est loin d'être endiguée. Ses effets pèsent lourdement sur la vie de chacun comme sur les établissements scolaires.

La gestion de cette crise par le ministère et les échelons déconcentrés est incroyablement cacophonique. Le déni permanent et l'improvisation dans l'urgence se sont installés comme mode de gouvernance.

Depuis maintenant plus d'un an, les personnels sont obligés de composer jour après jour avec les revirements quasi quotidien du Ministère de l'Éducation nationale. Le système D est devenu la règle.

Les nombreuses annonces médiatiques n'ont pour unique but que de donner au grand public l'impression d'une situation maîtrisée, alors que sur le terrain, les moyens manquent cruellement pour faire face à la situation.

Que dire des annonces sans lendemain des tests à grande échelle des personnels de l'Éducation nationale, qui n'ont jamais vu le jour ? Que dire d'un protocole renforcé le 8 février et pour être en catimini alléger le 12 ? Que dire de cette nouvelle annonce concernant la mise en œuvre de tests salivaires à grande échelle alors même que les moyens de la médecine scolaire sont réduits à si peu et qu'il ne saurait être question que les enseignant-es y suppléent ? Les écoles des PA n'ont à ce jour reçu aucune information, aucun élément de cadrage, aucun calendrier. Elle sont sollicitées au cas par cas, au tout dernier moment, alors qu'il est attendu qu'elles participent à la logistique de mise en œuvre, qui s'avère être lourde.

Le plan gouvernemental de relance et « le quoi qu'il en coûte » prévaut exclusivement pour le privé. Mais qu'a-t-il été mobilisé pour compenser les mois sans école ou presque du printemps 2020 ? Rien ou si peu. Qu'a-t-il été mis en œuvre pour accompagner concrètement les millions d'écolier-es, de collégien-nes, de lycéen-nes et d'étudiant-es qui subissent les effets de cette crise et sont privé-es d'activités extra-scolaires, de pratiques culturelles ou sportives, d'espaces de sociabilité ? Rien ou si peu. Qu'a-t-il été déployé pour assurer la « continuité pédagogique » tant vantée ? Rien ou si peu. Quelle compensation a été envisagée pour combler le déficit éducatif que subissent les plus jeunes ? Rien !

Au niveau ministériel, infantilisation, culpabilisation et chasse aux sorcières sur les terres de l'extrême-droite prévalent pour faire oublier l'absence totale de volonté de réduction des inégalités sociales et scolaires dans l'Éducation comme dans l'Enseignement Supérieur et la Recherche que certain-es cherchent à museler.

La modeste dotation spécifique consentie en 2020, qui n'avait déjà pas suffi à empêcher des fermetures de postes RASED et PMQC en nombre, n'a même pas été reconduite cette année. Le retrait de 13 postes est inacceptable, a fortiori dans le contexte sanitaire qui se prolonge et s'amplifie. Notre département est au dernier rang de l'académie en matière de P/E alors qu'il était, il y a peu de temps encore, au premier, compte tenu de ses spécificités. Alors que la très relative baisse démographique constatée dans notre département aurait du être l'occasion d'améliorer les conditions de travail des élèves et des enseignant.es, celle-ci sert opportunément de prétexte à la continuation d'un politique d'affaiblissement de notre école.

A la fois rural et comportant dans le même temps des zones urbaines relativement denses, les Pyrénées Atlantiques ont besoin de moyens suffisants pour garantir une bonne qualité d'enseignement dans des secteurs marqués par une prévalence importante de la difficulté sociale. Or, les circonscriptions du centre du département (Orthez, Oloron, Saint-Palais) sont celles qui subissent le plus de fermetures, tout comme certaines écoles de Bayonne, de Pau, de Mourenx et d'Oloron, dont plusieurs relèvent, ont relevé ou mériteraient de relever du dispositif REP.

Alors que l'enseignement des langues régionales est une caractéristique forte, le département a besoin de moyens supplémentaires pour permettre le développement de ces filières et leur assurer un fonctionnement efficient. Or, nous observons au contraire des mesures de carte scolaire qui désorganisent les écoles bilingues en créant de fortes disparités et des tensions importantes entre les filières.

De même, à l'heure où l'École inclusive est proclamée priorité nationale, il est urgent que les écoles disposant d'une ULIS puissent bénéficier de conditions d'accueil favorisées, permettant une inclusion de qualité. Or, nous dénombrons pas moins de 4 écoles avec ULIS présentant une moyenne supérieure à 25 élèves par classe. En ce moment-même, certains dispositifs ULIS sont même dépourvus d'enseignant-es, faute de remplaçant-es, les élèves étant laissés sous la responsabilité d'AESH, situation évidemment inacceptable et totalement contraire à leurs missions.

A vous entendre, Monsieur le Directeur académique, le plafond d'emploi serait dépassé. Et pourtant, nous manquons très largement d'enseignant-es pour assurer les décharges de direction, les remplacements de personnels engagés dans des formations statutaires obligatoires telles que la formation des néo-directeur-trices, les remplacements de coordonnateur-trices ULIS, les remplacements des enseignant-es d'une manière générale, pour préserver le rural, pour favoriser la formation continue, pour préserver et reconstruire les dispositifs d'aide aux élèves les plus en difficulté.

On nous dit que la priorité est donné au primaire. Nous constatons que cette carte scolaire acte pas moins de 75 fermetures de postes, qu'une école devient classe unique après fermeture, a plus de 28 , que plus de 30 écoles dépasseront encore à la prochaine rentrée 25 élèves de moyenne par classe. C'est loin, très loin de la moyenne de nos voisins européens. C'est même en deçà de la moyenne des pays de l'OCDE.

C'est pourquoi les délégué-es du personnel de la FSU demandent la mise en œuvre d'une véritable politique ambitieuse en matière d'Éducation, passant par le recrutement en masse d'enseignant-es formé-es et titularisé-es pour assurer le meilleur fonctionnement du service public d'éducation.

Mouvement des personnels :

Un mot sur le mouvement puisque c'est à l'ordre du jour de ce CTSD. Beaucoup moins de participant.es en 2020 qu'en 2019 (647 contre 880 ; et autour de 900 les années précédentes), La crise sanitaire ne saurait expliquer seule cette baisse : les candidats au mouvement ont été échaudés par l'opacité du nouveau dispositif, l'inflation de vœux larges et le peu de mobilité possible/ Les taux de satisfaction ne sont par ailleurs pas plus satisfaisants que lorsque le mouvement était géré de façon paritaire. Nous aurions aussi aimé avoir un bilan des recours déposé suite à ce mouvement. Cette année avec un nombre record de fermetures, le mouvement va paraître encore plus difficile pour beaucoup de collègues. Nous espérons une présentations claire pour toutes et tous, et pour les OS aussi, contrairement à la parodie de réunion qui a eu lieu le lundi 1^{er} mars. Nous demandons une anticipation des recrutements par profilage, pour libérer effectivement des supports avant le mouvement. Nous demandons une anticipation sur la constitution des fractionnés qui évitera de laisser comme l'année dernière de nombreuses écoles et collègues sans connaissance de l'équipe avec qui elles allaient travailler.